

Le nationalisme et les partis politiques Commentaire

Marc La Terreur

Volume 22, Number 4, mars 1969

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302827ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302827ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

La Terreur, M. (1969). Le nationalisme et les partis politiques : commentaire. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(4), 563–566.
<https://doi.org/10.7202/302827ar>

COMMENTAIRE

Cette communication se divise nettement en deux parties, mieux liées entre elles par leurs sous-titres respectifs que par leur contenu. En premier lieu, on envisage l'attitude du nationalisme face au politique "du début des années trente" puis, en second, on analyse les positions des partis politiques à l'endroit du nationalisme, et ce, depuis 1935. Je ne présente pas cette constatation comme un reproche, mais simplement comme l'indication que mes remarques se conformeront au plan adopté par MM. Bélanger et Lemieux.

A) . . . *"quelle place le nationalisme ["du début des années trente"] a faite aux formations politiques et au politique en général"*

Le nationalisme qu'étudient les conférenciers est celui de l'abbé Groulx et de son "entourage". Le début des années 1930, en toute logique, ne peut dépasser 1935. Le substratum de l'argument est le suivant: ces nationalistes méprisent les partis politiques auxquels ils ne peuvent, congénitalement pourrait-on dire, s'associer. Je ne conteste aucunement ce fait: Groulx, que je sache, ne votait qu'en des circonstances très exceptionnelles. Mais je verrais ce mépris comme un aspect de l'héritage de Bourassa dont ne peut se débarrasser l'équipe de Groulx. Toute cette génération a été imprégnée par la pensée de Bourassa, en a vécu, s'est abreuvée au *Nationaliste* et au

Devoir. Chez Bourassa, et dans les deux journaux que je viens de mentionner, il n'y avait eu que mépris pour les partis politiques, leurs chefs, leurs méthodes et leurs journalistes; il n'y avait eu que dédain pour leurs députés appelés "vendus" (déjà !), "valets" ou "créchards". De plus, le souvenir de l'aventure de 1911, de l'assimilation si rapide de l'équipe a-partisane du maître Bourassa par les conservateurs de Borden a laissé un goût amer dans la bouche de la jeunesse de 1911 qui constitue maintenant, en bonne partie, l'"entourage" de Groulx. On comprend alors aisément qu'ils se recroquevillent et entretiennent "une aigreur bien nourrie envers les partis toujours vainqueurs".

Que l'idéologie de ces nationalistes, en 1930, soit privée de la "compasante politique" ne devrait donc pas surprendre. Pas plus que ne devrait surprendre, en pleine crise, le glissement de ces nationalistes vers les questions économiques et sociales. Dans cet ordre d'idées, j'aimerais cependant présenter deux observations.

1. L'équipe de Groulx apporte, nous disent les conférenciers, quatre éléments de réforme: l'achat chez nous, le retour à la terre, la colonisation et le corporatisme. C'est seulement le corporatisme et le retour à la terre, comme éléments de réforme, qui datent du début des années 1930. On retrouve des campagnes d'achat chez nous dans les années 1920 et la colonisation du territoire québécois remonte aisément au XIX^e siècle.

2. MM. Bélanger et Lemieux démontrent, avec beaucoup de pertinence, que ces nationalistes rejettent les valeurs politiques du passé, mais qu'ils ne possèdent pas de solutions de rechange. A mon sens, ces nationalistes vivaient intensément leur propre temps, ils mesuraient l'impuissance, voire l'inutilité politique des francophones sous le régime Bennett, qui va précisément de 1930 à 1935. La proportion des francophones baisse dans le gouvernement et dans la fonction publique; les Canadiens français ont peu ou pas de représentation aux conférences de 1930 et de 1932; la question de la monnaie bilingue est réglée à leur désavantage, malgré le flot de protestations des ministres et députés, de la Société St-Jean-Baptiste, de l'Ordre de Jacques-Cartier et de tous ces corps que l'on nomme aujourd'hui intermédiaires. Les nationalistes de Groulx, si l'on en juge par *L'Action nationale*, ressentirent vivement ces affronts. Mais ont-ils vu une issue politique ? Non, nous disent les conférenciers. Que ces nationalistes aient attendu et espéré la venue d'une sorte de Messie — qui ne se révélerait pas sous la stature même gigantesque d'Ernest Lapointe — m'apparaît singulièrement exact quand je pense à la correspondance échangée, en 1933 et 1934, entre l'abbé Groulx et Armand LaVergne. Que ces nationalistes ne soient pas allés jusqu'au monarchisme, cela se conçoit aisément. Mais on ne conçoit pas aisément que les conférenciers n'aient pas poussé plus avant leur enquête. L'équipe de Groulx a-t-elle, oui ou non, pensé à la création d'une Laurentie ? Quelle forme de gouvernement aurait-on pu instaurer dans cette Laurentie ? Quel rôle y aurait joué l'Eglise ? Les conférenciers n'auraient pu, à mon sens, donner de réponse catégorique à ces questions. Toutefois, ils auraient vu si certains nationalistes avaient, au moins, entrevu une avenue qui aurait pu devenir une solution de rechange. Peut-être, alors, auraient-ils été amenés à évoquer

les relations de l'équipe Groulx avec les Jeune-Canada ou les autres groupes nationalistes des années 1930.

B) *Partis politiques vis-à-vis du nationalisme*

Dans la seconde partie de leur exposé, MM. Bélanger et Lemieux systématisent les prises de positions possibles de groupements politiques. Nous avons ici une illustration des différences méthodologiques entre l'histoire et la science politique. En l'occurrence, l'histoire va analyser la nature d'un thème électoral d'un parti, elle va constater son expression dans les discours des chefs, la fréquence de son utilisation dans une campagne, sa manifestation ultérieure dans la législation, son application dans les faits, mais l'histoire n'ira pas jusqu'à étiqueter ou cataloguer ce thème électoral.

Dans le cas qui nous occupe, les conférenciers, à partir de huit positions possibles, interprètent "l'utilisation que les partis fédéraux et provinciaux du Québec ont faite du nationalisme depuis 1935". Pour ce faire, ils utilisent quatre "grands déplacements électoraux": les élections provinciales de 1936 et de 1939 et les scrutins fédéraux de 1958 et de 1962.

Ces grands déplacements, selon l'une des propositions présentées, ne s'expliquent pas *principalement* par les positions nationalistes des partis politiques en présence. On ne trouve rien à redire là-dessus. Dans ces quatre consultations, les partis n'utilisent pas *principalement* des thèmes nationalistes. Mais l'analyse précise du pourquoi des résultats électoraux est impossible, car trop de facteurs impondérables doivent entrer en ligne de compte. Prenons l'élection fédérale de 1945 où le Québec donne une forte majorité à King: pourrait-on prouver que 14% de l'électorat qui a voté libéral l'a fait pour appuyer la politique de temps de guerre de King, que 20% de cet électorat a été attiré par son programme de reconstruction économique et sociale, etc. ? On n'a pas d'appareil qui puisse mesurer les motifs qui incitent l'électeur à opérer son choix en faveur de tel parti ou de tel candidat. Ainsi, on ne peut arriver à aucune certitude précise dans le domaine des résultats électoraux du passé.

Une seconde proposition affirme que, dans des périodes plus stables, les "positions nationalistes [sont] plus contrastées que leurs positions internes". En somme, les libéraux fédéraux, de 1935 à 1957, ont un avantage marqué au Québec parce que "leurs positions politiques externes, concernant les relations Québec-Ottawa, apparaissent comme plus rassurantes et plus prévisibles que celles des conservateurs". On ajoute même, comme explication, une certaine "volonté d'égalisation" de l'électorat québécois qui préfère, avec quelque inconscience, semble-t-il, des régimes de politique opposée à Québec et à Ottawa.

Nul doute que cette explication ne contienne beaucoup de vrai. Mais en y regardant de plus près, on se rend compte que l'électorat québécois, de 1935 à 1957, ne pouvait voter, au niveau fédéral, qu'en faveur du parti libéral. D'abord, aucun tiers parti, durant ces années, ne possède assez de cohésion ou d'attrait pour présenter une solution de rechange réelle. Reste le parti conservateur. De 1935 à 1957, il se contente d'exister, encore plus au Québec que dans le reste du pays. Sa faiblesse chronique, son absence à

peu près totale d'organisation sur le plan québécois, ses essais maladroits de rapprochement avec l'Union Nationale en période électorale, ses multiples dissensions internes, ses lacunes dans les domaines de la doctrine, de l'information et de la propagande en font tout au plus un adversaire qu'on vainc par habitude, sans devoir même prendre au sérieux le combat. Question de fait, de 1935 à 1957, les libéraux fédéraux ont le champ libre au Québec, personne ne leur disputant le terrain.

En guise de conclusion, permettez-moi de dire que je trouve fort intéressante et fort constructive cette communication. On peut trouver étrange que j'en arrive à cette conclusion après avoir relevé, à peu près exclusivement, des points susceptibles d'engendrer la discussion. J'ai cru que le but de ce colloque était de susciter des échanges de vue et de faire réfléchir les participants sur le nationalisme au Canada français. Il fallait donc, alors, à partir d'un texte rempli d'affirmations solidement établies, essayer de dégager les quelques points capables de provoquer discussion et réflexion.

MARC LATERRREUR

La première qualité qu'en tout cas nous exigerons de nos chefs de demain, ce sera qu'ils aient la foi, la foi en notre survivance, en notre destinée, et qu'ils l'aient assez pour que chaque matin l'on ne soit pas obligé de se demander s'ils l'ont encore. "Le héros, a dit Emerson, est un homme immuablement concentré." Qu'est-ce à dire, sinon que nos chefs seront les hommes d'une foi, d'une idée ardente et claire, ou, comme j'ai dit un jour, d'une mystique ? Une mystique ! Là seul, pour le chef, réside le secret des prises toutes-puissantes sur les masses. Et il serait bon de s'en souvenir. Ni l'agitation, ni le dévouement, ni l'argent, ni votre presse, ni vos sociétés nationales, ni vos écoles, fissent-elles ensemble tous les prodiges du monde, ne remplaceront l'idée-force agitée par le chef. Ainsi le veut l'éternelle psychologie: on ne meut la volonté individuelle ou collective qu'au nom d'une idée ou d'une passion déguisée en idée. Et la puissance de séduction et d'entraînement de l'idée se doit même proportionnée à l'effort que l'on sollicite. Consultez notre histoire; elle abonde en sacrifices perdus et en efforts avortés, non parce que le petit peuple n'aurait pas travaillé, ou qu'il aurait manqué de dévouement; mais parce qu'une pensée organisatrice n'a pas assez travaillé par en haut, pendant que le petit peuple peinait en bas . . .

Lionel Groulx, "Notre avenir en Amérique", discours du 30 juin 1935.